



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - NP

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SA SI2D
(société industrielle décapage et détartrage) de
respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral
complémentaire du 12 octobre 2009 pour son
établissement situé à RAISMES.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais Picardie
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.171-8 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord – Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 mai 2016 portant délégation de signature à M. Gilles BARSACQ, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu les différents actes administratifs autorisant la SA SI2D (SOCIETE INDUSTRIELLE DECAPAGE ET DETARTRAGE) siège social et adresse de l'établissement 30 rue Henri Durre BP 2 – 59590 RAISMES à exploiter des activités de traitement de surface à la même adresse et notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 octobre 2009 ;

Vu le rapport en date du 26 mai 2016 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

.../...

Considérant qu'au cours de la visite effectuée le 10 mai 2016, sur le site de la SA SI2D, l'inspecteur des installations classées, a constaté des non-conformités au regard des dispositions des articles relatifs aux déchets de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 octobre 2009 :

- 5.1.2 (séparation des déchets),
- 5.1.3 (conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets),
- 7.4.2 (étiquetage des substances et préparations dangereuses),
- 7.4.3 (rétentions),
- 7.4.5 (règles de gestion des stockages en rétention) ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à engendrer des dangers ou inconvénients pour les intérêts présentés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face au non-respect de ces prescriptions, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SI2D de respecter les prescriptions dispositions des articles 5.1.2, 5.1.3, 7.4.2, 7.4.3 et 7.4.5 de l'arrêté préfectoral susvisé,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La SA SI2D exploitant une installation de traitement de surface sise 30, rue Henri Durre sur la commune de RAISMES (59590) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2009, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- article 5.1.2 : effectuer la séparation des déchets à l'intérieur de son établissement,
- article 5.1.3 :
 - Evacuer vers une filière appropriée les déchets de sable issu de l'activité de grenailage présents lors de la visite,
 - Evacuer vers une filière appropriée les contenants de produits dangereux vides (pots de peinture, IBC etc...) présents lors de la visite ;
 - Evacuer vers une filière appropriée l'ensemble des déchets dangereux contenus en IBC et fûts présents lors de la visite.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Evacuer vers une filière appropriée les déchets non dangereux (bois, ferraille...) présents lors de la visite,
- Entreposer les déchets susceptibles de contenir des produits polluants sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées,
- Stocker les déchets minéraux dans des bennes couvertes,
- Limiter la quantité de déchets stockés à celle correspondant à une quantité semestrielle de production,

.../...

- articles 7.4.2: Etiqueter l'ensemble des récipients contenant des produits dangereux du site conformément aux dispositions de cet article, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté,

- article 7.4.3 : stocker tout liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sur des rétentions conformes aux dispositions de ce même article dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,

- article 7.4.5 : stocker les produits incompatibles sur des rétentions différentes dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,

Tous les justificatifs seront transmis à l'Inspection dès la réalisation des actions correctives.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de RAISMES ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de RAISMES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le - 3 AOUT 2016

Pour le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Gilles BARSACQ



